

Recompositions et rivalités d'empires dans le Golfe

Louis Blin

chargé de mission au CAPS

Farhad Khosrokhavar

consultant permanent du CAPS

décembre 2018

Le Levant souffre jusqu'à nos jours des affres de la succession de l'Empire ottoman, puis des empires coloniaux français et britannique. La région du Golfe vit, quant à elle, les conséquences du désengagement américain sur la rivalité d'empires entre l'Iran et l'Arabie saoudite¹, dans un contexte de recomposition politique et sociale dans ces deux pays. Les violences inouïes qui ont ravagé l'Irak, la Syrie et le Yémen sont loin d'être jugulées, mais elles semblent s'atténuer, tandis que les nuages s'éloignent de la région du Golfe.

PAYSAGE APRES LA BATAILLE

Le vide stratégique résultant du désengagement américain du Moyen-Orient et la déstabilisation de la Syrie et du Yémen ont aspiré une pléthore d'acteurs dans une ivresse de violences au cours des dernières années : la Russie, l'Iran, Israël, la Turquie, les milices chiites, les Kurdes, les djihadistes, la coalition anti-Daech, le régime et l'opposition en Syrie et

en Irak, Israël et les Palestiniens, les djihadistes au Sinaï, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, les Houthis, leurs opposants et les djihadistes au Yémen... Aucun d'entre eux n'a pleinement réussi dans ses entreprises, par manque de moyens et par neutralisation mutuelle.

Un déclin du niveau général de violences s'ensuit pour le moment. Les acteurs non-étatiques sont à la peine : le Hamas est neutralisé à Gaza, le Hezbollah s'est replié sur le Liban, les milices chiïtes sont dans l'entre-deux en Irak et en Syrie, les Kurdes retiennent leur souffle en Syrie, où l'opposition est exsangue, les diverses factions djihadistes fourbissent des armes qui ne font plus le poids, de l'Irak au Sinaï, tandis que les Houthis s'arc-boutent sur leur montagnes.

La Russie a, certes, remporté la guerre en Syrie, mais elle est très loin d'avoir gagné la paix. Elle parvient difficilement à s'y faire obéir de ses vassaux. Les faiblesses d'une armée turque qui ne s'est pas encore remise de la tentative de coup d'Etat de 2016 entravent ses ambitions face aux Kurdes. Après force déclarations sur la nécessité de chasser l'Iran de la région, les Israéliens en sont réduits à mener une guerre d'usure contre lui depuis février dernier, dont le précédent de Gaza montre qu'elle peut durer des années. Le spectre d'une guerre régionale s'éloigne depuis que l'interposition de la Russie l'a évitée *in extremis*, le 10 février 2018.

Sur le plan politique, la Russie s'est inscrite dans une logique mandataire avec l'Iran et ses alliés en Syrie et les Etats-Unis ont fait de même avec Israël, en Palestine et en Jordanie. L'Arabie saoudite a été incapable d'accéder à pareille reconnaissance américaine dans la péninsule arabique. L'échec saoudo-émirien est patent au Yémen et le différend avec le Qatar est dans l'impasse. Le pourrissement est général dans la région. L'heure est davantage à la préservation des acquis qu'à la mobilisation conquérante. On peut évoquer, toutes proportions gardées, une soudanisation du Moyen-Orient, qui semble satisfaire les Américains. Cessant de pourchasser leurs ennemis où qu'ils soient, ceux-ci préfèrent traiter le mal à la source qu'ils ont identifiée, le régime iranien, en s'appuyant sur les difficultés rencontrées par celui-ci en Syrie, en Irak, au Yémen et surtout à l'intérieur du pays. Ils passent d'une logique de lutte contre la prolifération à une stratégie d'endiguement et d'affaiblissement général du régime.

LES SANCTIONS, INSTRUMENT DU DESENGAGEMENT AMERICAIN DU MOYEN-ORIENT

En dépit de sa logomachie anti-iranienne, Trump n'a pas remis en cause le désengagement américain du Moyen-Orient amorcé par Obama. Qu'une telle évolution s'impose à deux présidents aussi différents montre son caractère structurel. Elle est due essentiellement à la montée en puissance de la Chine et à la fin de la dépendance pétrolière des Etats-Unis vis-à-vis des pays de l'OPEP, qui font du Golfe un enjeu secondaire par rapport à l'Asie à leurs yeux. Elle est appelée à se pérenniser si leur production d'hydrocarbures de schiste leur permet de poursuivre sur leur lancée actuelle jusqu'au déclin annoncé du pétrole dans le mode de vie moderne. La fin de leur interventionnisme militaire au Moyen-Orient, y compris en Iran, n'y signifie pas pour autant l'affaiblissement de leur présence armée, mais plutôt sa mutation en force de dissuasion².

Tel est le sens à conférer au projet de *Middle East Strategic Alliance*, qui ne traduit pas une volonté de réinvestissement américain, mais une tentative d'organiser un partenariat régional de sécurité dont ils seraient les garants et non l'acteur central, un peu à l'image de l'expérience impériale britannique dans le Golfe. Cette alliance vise à réduire les coûts de leur implication sécuritaire et à contrer les ingérences inopportunes, de l'Iran avant tout, mais aussi de la Russie ou de la Chine. C'est donc bien davantage qu'une arme anti-iranienne. La réconciliation au sein du CCEAG est une condition nécessaire de son avènement, raison principale pour laquelle elle suscite la réticence des Saoudiens et des Emiriens.

Obama avait tenté le pari d'acheter un assouplissement général de la politique iranienne. Il espérait que l'idéologie révolutionnaire de la République islamique se dissoudrait dans l'ouverture au monde libéral et que récompenser les Iraniens d'avoir signé le JCPOA les inciterait à abandonner progressivement leurs ambitions nucléaires, puis leur programme balistique et leur hégémonisme régional. Le Guide a, au contraire, renforcé sa politique, aidé par la Russie en Syrie. Trump semblait viser le même objectif qu'Obama, mais par des moyens opposés, les sanctions. Tous deux commettaient la même erreur : croire que le régime iranien obéit à une rationalité nationaliste et poursuit les intérêts du pays, alors qu'il accorde la priorité à la sauvegarde du système et de ses membres.

Mais de moyen, les sanctions deviennent une fin en soi quand, outil privilégié d'une « stratégie de pression maximale » érigée en système³, elles se substituent aux armes pour l'affirmation de la puissance. L'économie remplace la diplomatie pour fonder une politique extérieure. Pour l'Iran, elles ne laissent de place ni à la négociation, comme l'a montré la sortie du JCPOA, ni à l'évolution du régime, ce qui accule celui-ci à la résistance, d'autant plus que le consensus bipartisan à leur sujet aux Etats-Unis les inscrit dans la durée. La finalité des sanctions dépassant désormais de loin le programme nucléaire⁴ et Trump écartant l'action armée contre l'Iran, il utilise cette voie indirecte, qu'il considère optimale.

Il ne s'agit donc plus pour Washington de ramener l'Iran à la table de négociations pour améliorer et compléter le JCPOA, mais d'affaiblir durablement le régime pour le punir de ses agissements depuis 1979, à défaut de pouvoir le déloger comme celui de Saddam. La pression économique globale exercée par les sanctions vise en premier lieu à neutraliser son action extérieure, car celle-ci est le dernier facteur entravant le désengagement américain de la région, à commencer par la Syrie. C'est une guerre d'attrition menée par des voies pacifiques, complémentaire de celle que conduit Israël en Syrie contre l'Iran. La menace de ce pays a pris la priorité sur la lutte contre le djihadisme aux yeux des Américains, comme l'a indiqué John Bolton le 24 septembre. Mais les Américains jouent avec le feu en pressurant une société iranienne dont nul ne sait quel est le seuil de résilience.

UN IRAN FRAGILISÉ

Le régime iranien aurait pu renouer avec les Etats-Unis sous Obama, à l'image de l'expérience de Cuba, mais la gérontocratie au pouvoir, anti-américaine depuis sa jeunesse, en était incapable. L'élection de Trump, puis son alliance avec l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Israël, l'ont prise au dépourvu. Si le régime se réforme au point de changer de politique, il craint tout simplement de tomber. Au-delà de ces occasions manquées, les frustrations et les contradictions se sont accumulées au fil des ans. L'Iran est un pays immense et divers dont l'hubris révolutionnaire a relégué au second plan les problèmes non seulement politiques, mais aussi écologiques, économiques, ethniques et religieux.

L'Iran subit en effet depuis le début du XXI^e siècle trois évolutions

structurelles qui l'affaiblissent. Un drame environnemental tout d'abord, dont l'effet premier est une sécheresse sans précédent, phénomène régional dont on sait qu'il a été l'une des causes du soulèvement syrien. Second facteur, son dynamisme démographique est derrière lui, tendance lourde qui entrave la pérennité de son déploiement régional. Il est le pays du Moyen-Orient dont la population augmente le plus lentement (2,1% par an). Son niveau de fécondité est inférieur au seuil de renouvellement de la population (1,7 enfant par femme en 2016) et son poids démographique relatif dans la région recule.

Un processus d'appauvrissement affecte enfin les classes populaires et moyennes, qui a modifié la nature de la contestation sociale. Le Mouvement vert exprimait encore en 2009 l'aspiration des couches moyennes à davantage de démocratie. Les manifestants apparus dans 110 villes durant l'hiver 2017-2018 étaient issus des populations démunies et des classes moyennes en voie de paupérisation, victimes notamment de la chute du rial et de la vaste escroquerie organisée par des banques privées créées par les oligarques du régime. Leurs revendications étaient de nature populiste : aspiration à un pouvoir fort, à l'enseigne de Réza Chah (le père du chah défunt), critique des potentats locaux et d'un régime incapables de moraliser la vie publique et d'enrayer la détérioration des conditions de vie. Tel a été l'effet du contraste entre l'appauvrissement du plus grand nombre et l'enrichissement de l'élite via le clientélisme et la corruption.

En effet, l'ouverture partielle de l'Iran au marché mondial sous Obama a surtout profité à l'oligarchie. Une politique idéologique axée sur la défense des institutions cléricales et des diverses féodalités au sein de l'Etat (le domaine réservé des Pasdarans avec leurs ports francs, ceux du clan du Guide suprême, des Fondations révolutionnaires...) empêche une répartition équilibrée des ressources. L'islam institutionnel bénéficie de largesses grevant une économie fragilisée. Les inégalités et la corruption prennent des dimensions difficilement maîtrisables.

Sur le plan extérieur, les quelque 200 raids menés par Israël en Syrie depuis février dernier y ont réduit de 15% la présence iranienne, selon Nétanyahou, et ont prouvé l'incapacité de l'Iran et de son bras libanais à riposter. Les miliciens chiites libanais et afghans ont commencé à regagner leur pays. Israël fait tout pour faire payer le plus cher possible à la Russie comme au régime syrien la présence iranienne. Celle-ci tend donc à devenir un fardeau encombrant pour la Russie, d'autant plus que

la solidité de son emprise sur le pays la lui rend moins utile. Le régime syrien sera, quant à lui, tenté de monnayer une retraite de l'Iran contre une aide des pays du Golfe, également soucieux que la Turquie n'exploite pas l'occasion à son profit.

On assiste aussi à un recul de l'Iran en Irak avec la montée de la contestation de son emprise depuis les dernières élections et au Yémen avec le blocage de son impact par la coalition anti-houthie. L'échec de ses deux dernières tentatives d'attentat en France et au Danemark peut aussi être replacé dans cette trajectoire de déclin. Sa puissance s'étiole donc depuis le début de 2018. La politique américaine d'isolement et de mise sous tutelle économique de l'Iran via les sanctions édictées en août, puis la restriction de ses exportations pétrolières depuis le 5 novembre, frappent donc un pays fragilisé.

DES SANCTIONS DE NATURE À RENFORCER LE RÉGIME IRANIEN

Les nouvelles sanctions américaines n'affaibliront pourtant pas l'emprise du régime sur la société, car celle-ci, se sentant assiégée, fera corps avec lui, même s'il est délégitimé. Le complexe obsidional jouera une fois encore. Les tensions au sein du pouvoir (partisans de Rouhani contre conservateurs) se sont d'ores et déjà atténuées, pour laisser la place à un unanimisme ayant pour carburant la politique des États-Unis, qui pousse le régime à se durcir pour résister et sauver la face. La thébaïde dans laquelle ceux-ci enferment la société iranienne est de nature à figer la situation. Les conservateurs interprètent le désengagement américain du Moyen-Orient comme un affaiblissement, ce qui conforte leurs thèses. Le régime fera son possible pour tenir jusqu'à l'élection présidentielle américaine de 2020, avec l'espoir que Trump ne soit pas reconduit.

Les sanctions consolideront donc le régime et affaibliront l'opposition, soit l'inverse du but affiché, à moins que les Américains n'aient conclu, malgré leurs dires, que c'est le pays qu'il faut mettre à genoux et non le régime, tant celui-ci est solidement ancré. Dans un tel contexte, elles pourraient provoquer des « révoltes du pain », qui ne mettront cependant pas le pouvoir en danger du fait du délitement social. Elles risquent d'atténuer l'exigence d'ouverture politique au sein de classes moyennes aux capacités de contestation fortement réduites, car prises

Recompositions et rivalités d'empires dans le Golfe

dans la spirale d'une économie exsangue. Leur affaiblissement profitera au régime. L'heure est au reflux des aspirations démocratiques, qui restent latentes, au profit de la lutte pour la vie quotidienne, quand ce n'est pas la fuite à l'étranger.

Incapable de se réformer et même d'anticiper des sanctions américaines mille fois annoncées, le régime pratiquera la fuite en avant et laissera ses pires éléments profiter de la situation. Sans en être la cause, les sanctions américaines devraient cependant précipiter la fin de la révolution islamique, si ce n'est donc du régime lui-même. L'abandon de sa posture révolutionnaire exigée par Pompeo semble à la portée d'Américains qui ont, de toute façon, le temps devant eux. Les manifestations de l'hiver dernier ont montré combien la population, dans un réflexe cartérisiste, rejetait la politique régionale dispendieuse du régime. Celui-ci n'a, de toute façon, plus les moyens de la mener, double phénomène que les sanctions américaines mettront au grand jour et accentueront.

La Syrie a accumulé une dette de 20 milliards \$ vis-à-vis de l'Iran qui coûterait à ce dernier environ 4 milliards \$ par an. L'ampleur abyssale des destructions dans ce pays (environ 400 milliards \$) en fait un gouffre financier sans fond. L'Iran s'est ménagé une influence en Syrie petit à petit depuis 1979, mais il n'y est devenu hégémonique que depuis le JCPOA et l'intervention russe dans ce pays, soit depuis juillet et septembre 2015, respectivement, à un moment où les prix élevés du pétrole l'autorisaient à mener un aventurisme coûteux. Tel n'est plus le cas. Il est désormais impossible à l'Iran d'être présent sur tous les fronts, Irak, Syrie, Liban, Gaza, Yémen et Afghanistan. L'heure du reflux a-t-elle sonné ?

DE L'HUBRIS AU REFLUX REGIONAL ?

Sachant que les sanctions américaines sont vraisemblablement parties pour durer, que Trump soit réélu ou pas, le régime s'installe dans une logique de résistance. Il fait le gros dos et n'a même pas exploité l'affaire Khashoggi pour dénoncer son ennemi saoudien. Il tentera de profiter au maximum des opportunités laissées à ses échanges extérieurs par les maigres alternatives européennes, les exemptions, le troc et les divers artifices du trafic et de la contrebande. Mais le contournement des sanctions s'avère beaucoup plus délicat que lors de la dernière vague en raison du renforcement des techniques et des capacités de surveillance de l'*Office of Foreign Assets Control* américain.

L'Iran trouvera surtout des clients ponctuels de pétrole vendu au rabais. Il s'apercevra à ses dépens qu'il n'a plus d'alliés, même de circonstance, ne conservant de valeur stratégique que pour ses clients (Syrie, Hezbollah, Jihad islamique, Hamas dans une moindre mesure). Il est devenu un fardeau pour tous ceux qui veillent à leurs intérêts sur le marché américain, comme l'a illustré l'attitude des entreprises françaises. La Russie elle-même s'éloigne de lui en Syrie sous la pression d'Israël. Une méfiance historique et une concurrence structurelle dans le domaine de l'énergie séparent de toute façon les deux pays. La Russie et la Chine n'épousant plus une logique de guerre froide face aux Etats-Unis, en un temps où les différends comme les rapprochements internationaux ne sont plus d'ordre idéologique, l'Iran et sa politique de confrontation deviennent un poids et non plus un atout pour ces pays. Le régime n'a pas d'alternative à l'Est et entre dans un tunnel dont il ne semble pas près de sortir, tant il paraît douteux que les Américains lui fassent confiance. L'heure n'est plus à défier Israël. Les logiques actuelles de puissance rendent la révolution islamique anachronique, y compris dans le Golfe.

Même si l'antiaméricanisme a encore de beaux jours devant lui, la mobilisation idéologique a dû laisser le pas ces dernières années au ralliement confessionnel chiite, lui-même remis récemment en question, notamment en Irak, où le pourcentage de chiites favorables à l'Iran a chuté de 88% en 2015 à 47%, selon les derniers sondages. Il a perdu beaucoup de sa force d'attraction, y compris chez la majorité des chiites iraniens comme étrangers et chez ceux qui contestent encore l'impérialisme occidental. Le régime se trouve désormais dans une logique de perpétuation et de sauvegarde des acquis et non plus de déploiement régional. Les pressions exercées par les Etats-Unis après leur sortie du JCPOA aggravent évidemment la situation, mais les fondements de la crise sont internes ou relèvent d'une politique régionale rejetée par les populations concernées, en Iran comme au dehors. Même si les sanctions américaines ne s'avèrent pas aussi efficaces qu'escompté, le régime iranien restera dans l'impasse et devra lâcher du lest à l'étranger pour contenir le mécontentement intérieur.

L'effet combiné des frappes israéliennes et des sanctions américaines forcera l'Iran à adopter profil bas en Syrie, où le régime ne pourra plus compter sur lui. Quoiqu'une évacuation totale de la Syrie paraisse inconcevable à court terme, vu l'ancrage profond de l'Iran dans ce pays, celui-ci devrait y réduire son impact autant qu'Israël le jugera nécessaire.

Il en ira de même en Irak, ce qui pourrait permettre à Trump d'atteindre avant 2020 son objectif prioritaire de retrait des soldats américains de ces deux pays. L'Iran devrait, en revanche, conserver son influence au Liban, où la libanisation du Hezbollah convient aux Israéliens, si le parti de Dieu épouse le modèle assadien de gel du front avec Israël. D'une manière générale, la focalisation des Occidentaux sur Daech a permis à l'Iran de renforcer sa présence au Moyen-Orient et la disparition du premier pourrait faciliter le reflux du second.

Reste la tentation de sortie du JCPOA. Même si le régime laisse planer le doute auprès des Européens pour obtenir des concessions de leur part, celle-ci semble pour le moment exclue car il peut difficilement relancer son programme nucléaire en pleine incertitude sur ses assises sociales, mais aussi car il n'en a sans doute plus ni les moyens, ni même le désir : il semble avoir tourné la page de la bombe par réalisme. Il peut, en effet, constater la vanité de ses succès régionaux, qui se sont retournés contre lui et ont débouché sur une contestation interne sans précédent, et se sait sous surveillance étroite. Mais le programme balistique iranien, conçu comme défensif, ne devrait pas être remis en cause.

Face aux nouveaux défis auxquels il est confronté, le régime iranien pourrait se désengager de la région pour tenter de consolider son emprise intérieure. Ceci mettrait fin de facto à son messianisme révolutionnaire, donc au transnationalisme chiite. Une telle perspective laisse ouvert un scénario d'évolution en plusieurs temps. La normalisation autoritaire offre un scénario de militarisation du régime islamique avec repli national, accentuation des dissensions intestines et affrontements limités éventuels avec les forces américaines. Une telle perspective peut déboucher sur une crise généralisée, l'affaiblissement de l'Etat et non seulement du régime, des dissidences périphériques et une émigration de masse ou, au contraire, sur le retour à une ouverture du type de l'ère Rafsandjani (1989-2005), avec un rapprochement des pays voisins. Un choix entre autoritarismes séculier et islamiste pourrait là aussi se profiler, susceptible de sonner non seulement le glas du régime, mais aussi le chant du cygne de l'islamisme iranien, dépassé après avoir accompagné quarante ans de mutations politiques, sociales et démographiques. Ceci déboucherait à plus long terme sur la démocratisation et la normalisation régionale.

ARABIE SAOUDITE-ETATS-UNIS : LA FIN DU PACTE DU QUINCY ?

L'affaire Khashoggi, qui s'explique par une série de facteurs conjoncturels, a pris une envergure politique disproportionnée car elle révèle des évolutions structurelles, dont la conjonction a engendré un événement planétaire, lui-même de nature à les accélérer. La quasi-unanimité américaine contre Mohammed ben Salmane (MBS) transcende les clivages politiques dans des Etats-Unis plus divisés que jamais, certes avec des gradations. Elle traduit une indignation trop sélective pour ne pas paraître suspecte.

Le constat du relâchement possible de l'alliance contractée en 1945 sur le *Quincy* avec les Etats-Unis pourrait pousser l'Arabie à réévaluer ses positions, dans le contexte de la succession à Riyad. L'élection surprise de Trump a représenté une aubaine pour un MBS en pleine ascension contre les grands princes, en particulier Mohammed ben Nayef, cheval sur lequel avait misé une technostructure américaine prise à contrepied par le nouveau président. La confirmation de la prééminence du prince héritier, affaibli ou non, rend Trump moins utile à ses yeux. Si la Maison blanche prenait elle aussi ses distances vis-à-vis de l'Arabie, on pourrait revenir à des relations bilatérales plus froides, comme à la fin de la présidence Obama, les partenaires s'éloignant l'un de l'autre du fait des évolutions géopolitiques régionales. L'Arabie saoudite est un partenaire indispensable à la lutte contre l'Iran, en particulier pour rendre celle-ci compatible avec l'équilibre du marché pétrolier mondial, mais la dissipation de la menace iranienne entraînera un déclin de sa valeur stratégique pour les Américains. Ceux-ci trouvent un intérêt commercial à une telle distanciation, qui pousse leurs clients locaux à s'armer davantage.

La décision annoncée le 11 novembre par l'Arabie saoudite de réduire sa production pétrolière de 500.000 b/j au lendemain de l'exemption accordée par les Etats-Unis à huit pays pour leurs importations de pétrole iranien, montre combien l'alliance affichée par les deux pays devient difficile. La décision américaine, prise sans concertation, profite à l'Iran tout en pénalisant l'Arabie saoudite, ce qui amène celle-ci à douter de la fiabilité de Trump. Plus grave, que la CIA nourrisse la campagne politico-médiatique anti-saoudienne qui se poursuit aux Etats-Unis, défiant ainsi le président, ulcère MBS, bouc émissaire idéal de la rancœur accumulée contre l'Arabie aux Etats-Unis depuis le 11 septembre, mais contenue

jusqu'à nos jours du fait de la dépendance pétrolière. Trump monnera au mieux auprès de MBS sa résistance à la vague anti-saoudienne, mais, prise en otage par les disputes intestines américaines, celle-ci laissera des traces, comme le montrent les réactions indignées à la promesse énoncée le 20 novembre par le président américain de « rester un partenaire solide » de l'Arabie. La mobilisation anti-saoudienne qui gonfle aux Etats-Unis, à l'instar du précédent russe, éloigne ce pays de l'Arabie saoudite.

Des fonctionnaires saoudiens sont désormais sous sanctions aux Etats-Unis, dont l'attitude a, comme prévu, poussé les Saoud à faire bloc autour de MBS. Le prince Ahmed, chef de file de la vieille garde, a regagné son pays le 30 octobre en signe d'allégeance, puis le roi a effectué une tournée au cœur historique du pays avec son fils et lui a solennellement renouvelé sa confiance dans son discours du 19 novembre. MBS compte ses amis dans le pays comme en dehors, ce qui peut bénéficier aux concurrents des Etats-Unis, comme à la fin du mandat d'Obama. Sa participation au G20 de Buenos Aires les 30 novembre et 1^{er} décembre a enclenché sa réhabilitation internationale.

La restructuration intérieure engagée depuis l'avènement du roi Salmane nourrit le relâchement de l'alliance. La base sociale de MBS est composée de Saoudiens de sa génération ayant fait leurs études dans les pays occidentaux, surtout les Etats-Unis, ou y accomplissant de fréquents séjours. De même que la génération de la décolonisation a retourné les principes humanistes des métropoles contre elles pour s'émanciper; de même ces jeunes Saoudiens utilisent le savoir acquis outre-mer pour conduire leur pays sur le chemin tracé par l'idéologie néo-libérale. Il ne faut donc voir nul anti-américanisme dans l'atténuation de leur tropisme américain, mais plutôt un pragmatisme à l'américaine qui les pousse à diversifier leurs alliances, en vertu même de l'évolution des Etats-Unis. Affranchis de la guidance wahhabite et avides de matérialisme hédoniste et dépolitisé à l'américaine, les *MBS boys* partagent l'idéal individualiste qui nourrit la vague droitière et xénophobe du monde contemporain. Que celle-ci sévisse dans les pays mêmes qui donnent des leçons de morale à MBS tend à les discréditer. D'une façon générale, celui-ci et son entourage ont une perception américanisée du monde, comme résultant d'un rapport de forces.

LES EFFETS INDUITS AU YEMEN, AU QATAR ET EN TURQUIE

La campagne du Yémen visait pour MBS à contrer une avancée iranienne potentielle et, surtout, à se rendre crédible en chef de guerre. Ces missions accomplies, au moins partiellement, le but affiché de libérer Sanaa des Houthis reste pour autant hors d'atteinte. Pour la coalition, cette guerre est impopulaire et coûteuse, en argent comme en image de marque internationale, mais les princes héritiers d'Arabie saoudite et d'Abou Dabi ne trouvent pas de porte de sortie. Le plan américain lancé à la suite de l'affaire Khashoggi la leur indique. La priorité accordée par les Etats-Unis à ce dossier répond à leur souhait de s'extirper d'un conflit dont ils sont l'acteur de l'ombre, à l'encontre de leur stratégie de se désengager de la scène moyen-orientale. La coalition a anticipé le développement en lançant une offensive sur Hodeidah destinée à progresser au maximum sur le terrain avant l'échéance de la suspension de son intervention, toujours avec l'appui des Américains qui préparent l'étape politique ultérieure.

Il ne s'agit pas d'un plan de paix, car les belligérants yéménites poursuivront la guerre civile qui préexistait et que cette intervention a aggravée, à moins d'une réussite inespérée des pourparlers qui s'engageront en Suède courant décembre. Saoudiens et Emiriens confirmeront sans doute leur appui au camp opposé aux Houthis pour empêcher ceux-ci de prendre le dessus, si toutefois ils en ont la volonté ou les capacités, vu leurs difficultés d'approvisionnement en munitions. Ils devront enfin préciser leurs objectifs internes, au-delà de l'opposition à la coalition. Mais le conflit baissera en intensité.

Certains ont espéré que l'affaire Khashoggi contribue à tirer MBS et Mohammed ben Zayed (MBZ) de la crise du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe, sous la pression conjuguée des Etats-Unis et de la Turquie cette fois, à laquelle le Qatar donne les moyens de ses ambitions. L'ouverture remarquée de MBS à l'égard de celui-ci lors du sommet de Riyad des 23-25 octobre, a alimenté l'espoir, mais le marchandage auquel la Turquie semblait s'être prêtée au début de l'affaire s'est mué en assaut politico-religieux. Reprenant le 15 octobre la logomachie iranienne en déclarant que son pays est « le seul à pouvoir conduire le monde musulman », après avoir installé une base militaire

Recompositions et rivalités d'empires dans le Golfe

au Qatar, Erdogan provoque l'Arabie et non le seul MBS. En un de ces retournements dont l'histoire a le secret, son néo-ottomanisme islamiste internationaliste télescope le projet séculariste nationaliste du prince héritier saoudien. Leurs autoritarismes sont incompatibles. La Turquie semble mettre l'affaire Khashoggi au service de ses ambitions et elle tend ces derniers temps à remplacer l'Iran comme première cible des critiques de l'Arabie Saoudite, comme elle l'est déjà en Egypte.

MBZ n'a, quant à lui, aucun compte à rendre après l'affaire Khashoggi. Les Emirats et l'Arabie entendent rappeler à leurs partenaires occidentaux que l'islamisme, chiite ou sunnite, forme un seul ensemble à combattre. L'Iran n'a guère d'intérêt à s'impliquer dans cette querelle arabo-turque. S'ils veulent mettre en place leur alliance régionale, les Américains devront donc se passer du Qatar. L'apaisement des tensions au sein du CCEAG n'est pas pour demain, à l'inverse d'autres développements survenus dans son voisinage, auxquels on n'a guère prêté attention.

VERS UNE TRANSLATION GÉOPOLITIQUE DANS LA PENINSULE ARABIQUE ?

L'affaire Khashoggi a éclipsé un succès diplomatique à la portée considérable, obtenu le 17 septembre : la médiation saoudo-émirienne qui a contribué à mettre fin à vingt ans de conflit entre l'Erythrée et l'Éthiopie, à la suite de l'ouverture de ce pays. En cette époque de montée générale des tensions ou de conflits gelés, une telle action pacificatrice menée en dehors de toute influence extra-régionale, importe notamment pour l'Europe, qui voit ainsi s'éloigner le risque migratoire érythréen. Elle illustre aussi l'autonomisation des acteurs, cette fois dans le bon sens. Il en va de même du rôle de l'Arabie saoudite dans les rapprochements égypto-soudanais et djibouto-érythréen et l'apaisement du contentieux égypto-éthiopien relatif au barrage de la Renaissance. Ces succès confortent le large soutien diplomatique dont elle bénéficie, n'en déplaise à ses contempteurs. Le fort investissement de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis dans les pays riverains de la mer Rouge, y compris Israël, va dans le même sens.

Nétanyahou a exploité l'affaire Khashoggi pour monnayer son appui contre une accélération de la normalisation entre Israël et les pays du

Golfe, comme l'ont montré sa visite à Mascate, celle de sa ministre de la Culture et des Sports à Abou Dabi et l'accueil par MBS à Riyad d'une délégation évangélique américaine dirigée par un Israélo-américain résident à Jérusalem et proche de Nétanyahou, Joel Rosenberg, respectivement les 26 et 29 octobre et le 1^{er} novembre. Israël entretient de longue date de bonnes relations avec l'Éthiopie et représente désormais le principal soutien des pouvoirs jordanien et égyptien, si bien qu'une normalisation avec l'Arabie saoudite pourrait déboucher sur une convergence économique et sécuritaire des pays riverains de la mer Rouge, désormais moins hypothétique que dans le Golfe. Mais la restauration de la fonction historique d'intermédiaire entre l'Asie et l'Europe de cette mer exigera des investissements considérables et un apaisement politique qui suppose le règlement des conflits au Yémen et au Sinaï et un *modus vivendi* israélo-palestinien, à tout le moins.

L'Arabie balbutie donc une politique en mer Rouge, qui pourrait être la grande idée du règne de MBS. Celui-ci est persuadé d'aller dans le sens de l'histoire. Ce serait pour l'Arabie se réconcilier avec son territoire et son passé, grâce au passage d'une logique de domination du Nejd sur les provinces périphériques à celle d'un équilibre régional au sein de l'empire, en cohérence avec la désaoudisation engagée par MBS. Le tropisme historique du Nejd, cœur du royaume saoudien, vers le Golfe s'est accentué avec le pétrole à partir de la Seconde Guerre mondiale, au détriment du Hedjaz, qui avait formé l'ossature du troisième Etat saoudien.

Hormis les deux grands centres de Djeddah et Yanbou, l'immense littoral occidental saoudien est largement resté en-dehors du temps. Malgré son irréalisme et son aspect publicitaire, le projet géant de Neom, à l'entrée du golfe d'Aqaba, représente peut-être le début d'un basculement historique. MBS souhaite que son pays exploite au moins 50% des possibilités offertes par le trafic de toutes sortes qui transite par la mer Rouge. L'essor du bassin de la mer Rouge, cette Méditerranée afro-asiatique, répond à une évidence géographique et à une vocation historique, illustrées en son temps par le percement du canal de Suez. Il est bloqué depuis des lustres par l'instabilité politique, conflit israélo-arabe au Nord et guerres de la Corne et du Yémen au Sud.

Cette évolution n'est pas exclusive de l'horizon asiatique, plus fréquemment évoqué. Les principales conséquences des évolutions à Washington pourraient donc se faire sentir au-delà du Golfe. Les

Emirats arabes unis ont joué un rôle de précurseur. Leur sortie du Golfe a commencé par le traçage d'un axe Abou Dabi-Fujairah vers l'océan Indien, puis par un essaimage autour de cette « mer des Arabes » (son nom en arabe). L'Arabie a récemment engagé une première étape du même acabit en investissant dans le gouvernorat yéménite de Mahra, frontalier d'Oman, avec pour objectif d'accéder à l'océan Indien en y reliant sa partie sud-est (le Rubaa al-Khali). Plus à l'Est, les deux pays cultivent leurs liens historiques et structurels avec le Pakistan et s'ouvrent à la Chine et à l'Inde. On peut évoquer une dérive des pays du Golfe vers l'Asie, une tendance à défaut de représenter un dessein. Volontariste de part et d'autre au contraire, le resserrement constant des liens russo-saoudiens est, enfin, l'effet le plus spectaculaire de l'autonomisation de la diplomatie saoudienne.

La péninsule arabique compte 81 millions d'habitants, dont 56 dans les six pays du CCEAG. Elle est environnée de trois poids lourds démographiques (Ethiopie et Egypte 100 millions d'habitants chacun, Iran 82) qu'il lui importe d'équilibrer. En se rapprochant du camp égypto-saoudien, l'Ethiopie confère à celui-ci une cohérence à l'échelle de la mer Rouge, au détriment de la Turquie et du Qatar qui s'étaient impliqués en Ethiopie, comme l'Iran l'avait fait plus tôt au Soudan. Au face à face entre les deux rives du Golfe, qui domine la géopolitique régionale depuis la révolution islamique, pourrait succéder une recombinaison contrant l'influence turque.

CONCLUSION

La période qui s'est écoulée depuis la prise de Bagdad par les Américains en 2003 a vu le lent déclin de l'interventionnisme des Etats-Unis au Moyen-Orient au profit de l'Iran, qui a préparé le terrain à la Russie. La parenthèse ouverte par le réengagement occidental contre Daech est en voie de se refermer. L'Iran n'a plus les moyens de ses ambitions et les Etats-Unis plus les ambitions de leurs moyens. Mais les sanctions de Trump viennent à contretemps, car elles risquent de bloquer les évolutions de part et d'autre plutôt que de les accélérer. L'Arabie saoudite connaît un processus d'ajustement structurel chaotique mais qui la force à l'introverser. Au redéploiement en cours de la domination américaine au Moyen-Orient semblent correspondre des recombinaisons en Iran comme en Arabie saoudite. Celles-ci laissent la voie ouverte à l'émergence d'un équilibre régional de sécurité dans le Golfe et en mer Rouge, de nature à éviter aux pays riverains de connaître les affres du Levant, tout en favorisant la normalisation des empires iranien et saoudien.

Il n'existe pas davantage d'hostilité atavique entre sunnites et chiites qu'entre Arabes et Persans. Même résultant de compromis, l'entente est possible du moment où la recherche de l'intérêt national prime sur l'idéologie. Iran et Arabie sont des pays en transition. Le premier peine à abandonner le transnationalisme islamique pour une politique autocentrée et le second à passer de l'illusion rentière sanctifiée par le wahhabisme à la rationalité économique. Ils ont tous deux largement dilapidé jusqu'à présent leurs moyens considérables de résoudre leurs immenses problèmes intérieurs. Le temps des remises en cause est arrivé.

L'évolution connue par l'Iran depuis le JCPOA amène à conclure que celui-ci a, pour l'heure, rempli son objectif de stopper son programme nucléaire, ce qui a poussé les Américains à s'en détourner pour s'attaquer à d'autres volets de l'activisme de ce pays. Avec le recul, l'accord de Vienne de juillet 2015 et la guerre d'usure israélienne contre l'Iran en Syrie engagée en 2018 apparaîtront peut-être comme ayant sonné le glas de ses ambitions nucléaires et régionales, respectivement. Dans ce contexte, la politique américaine de mise au pas de l'Iran et d'éloignement de l'Arabie saoudite pourrait favoriser l'évolution des alliances et des oppositions dans la région. Un régime iranien affaibli par les sanctions et un pouvoir saoudien simultanément sur le qui-vive sous l'effet de l'épuisement de la rente sécuritaire américaine dans le Golfe pourraient trouver un *modus vivendi*, ce qui rend moins improbable à terme un rapprochement irano-saoudien.

NOTES :

1 : La République islamique est l'héritière de l'empire qadjar, renversé en 1921, qui a agrégé autour du noyau perse des satellites d'ethnies diverses. Le troisième Etat saoudien est devenu Arabie saoudite en 1932 après l'annexion du Hassa, de l'émirat de Haïl, de l'Assir et du royaume du Hedjaz à partir du début du XX^{ème} siècle.

2 : Signe que les Etats-Unis ne prévoient pas d'hostilités avec l'Iran, ils ont redéployé ces derniers temps des matériels (avions F-22, batteries Patriots) du Golfe vers l'Asie. Aucun porte-avions américain

Recompositions et rivalités d'empires dans le Golfe

n'a croisé dans le Golfe depuis mars. Mais ils y maintiennent bien sûr leurs bases.

3 : Les exemptions temporaires accordées aux exportations pétrolières iraniennes ne visent pas à atténuer le choc pour l'Iran, mais à éviter une flambée des prix du pétrole.

4 : *“Our ultimate goal is to convince the regime to abandon its current revolutionary course”*, affirmait Mike Pompeo le 5 novembre, résumant ses douze exigences du 21 mai.

